

MAIRIE DE SAINT GEORGES DE BLANCANEIX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille seize, le dix-neuf juillet
Le Conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
sous la présidence de M. BLONDIN Francis, Maire.
Date de convocation. : 7 juillet 2016

Présents: Mmes LACAN Aurore, GAUDRY Martine, SAUBOIS Gabrielle; Mrs BONNET Bernard,
DESPUJOLS William, INTROVIGNE Jean-Louis, RONGÈRE Thierry, VINCENT Guy

Absents: Mr FOURÉ Marc

Pouvoir : Mme DE SOUZA DUARTE Chantal (pouvoir à Francis BLONDIN)

Secrétaire de séance: Mr RONGÈRE Thierry

OBJET : COMPTEURS D'ÉLECTRICITÉ (2016 27)

Considérant que la commune a pour vocation de servir l'intérêt général de tous ses administrés ;

Considérant que la commune est propriétaire du réseau d'électricité basse tension, comprenant les compteurs électriques ;

Considérant que la commune a délégué par contrat de concession au SDE24 sa compétence spécifique sur l'entretien et la mise à jour de son réseau d'électricité laquelle a retenu un gestionnaire à ces fins ;

Considérant que ni ENEDIS (ERDF) ni le SDE24 ne sont en mesure de produire un Cahier des charges de concession conforme à la loi (L 341-4 Code de l'énergie) et publié (L 2224-31-II Code général des collectivités territoriales) conférant à ENEDIS les pouvoirs de gestionnaire du réseau sur le territoire de la commune puisque que le Cahier des charges actuel a été abrogé par Décrets d'Etat avant la création d'ERDF en 2008 et n'a toujours pas été remplacé ;

Considérant que malgré cette concession, la commune demeure propriétaire de son réseau et conserve sa compétence générale dans ce domaine ;

Considérant l'énorme polémique et les incertitudes qui entourent le déploiement des compteurs communicants partout en France et ailleurs,

Considérant que la commune, en vertu de son droit de propriétaire du réseau électrique basse tension et de sa compétence générale, peut prendre toute délibération qu'elle estime appropriée dans l'intérêt général tant que cette décision n'interfère pas avec la compétence spécifique transférée au SDE24 (Principes du Contrat de concession) :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **demande** un moratoire sur le déploiement des nouveaux compteurs d'ici à la publication du Rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement sur l'électro-hypersensibilité pour le Parlement en vertu de la Loi Abeille, et des autres études indépendantes demandées sur les contraintes, dangers et risques liés au fonctionnement des compteurs communicants ;
- **demande** durant ce moratoire de maintenir en place les compteurs d'électricité actuels tout à fait opérationnels et dont l'innocuité est incontestée ;
- **demande** au Président du SDE24 d'aviser l'ensemble des délégués de la situation concernant le Cahier des charges désuet et d'entreprendre une consultation afin de remédier

à la situation tout en tenant compte du choix de la commune et des résidents de conserver leur compteur d'électricité actuel ;

-demande au SDE24 de lui garantir par écrit qu'il décharge la commune de l'entière responsabilité pour tout dommage et risque qui découleraient du déploiement du nouveau réseau Linky pour les biens et personnes sur son territoire ;

-demande au SDE24 et à ENEDIS de renoncer à l'installation des compteurs communicants Linky orque le résident a notifié ENEDIS et EDF de son refus d'un tel compteur pour son lieu de vie privé ou pour son commerce ;

-demande au SDE24 et à ENEDIS de sursoir au déploiement de tout système relevant de la téléphonie mobile (GPRS ou autre) sur ou dans les transformateurs ou concentrateurs ou postes de distribution d'électricité qui sont la propriété de la commune ;

-réfère sa décision au SDE24 et lui DEMANDE d'assurer tout suivi auprès d'ENEDIS.

Fait en mairie les jour, mois et an que dessus,

Pour copie conforme.

Le Maire,

